

(EDITORIAL.)

Discuter sans emportement les prétentions des deux candidats, tel est le principe que nous avons adopté depuis long-temps. Parler à la raison plutôt qu'aux passions, nous a semblé préférable; et nous avons toujours vu avec peine les diatribes qu'on s'est permises de part et d'autre. Mais, si nous remontons à la source, nous voyons que le calme, qu'on semble aujourd'hui recommander aux amis de l'Administration, n'a pas toujours été le partage de leurs adversaires. Et si nous voulions leur rappeler le passé, nous verrions que les épithètes les plus insultantes ont été primitivement employées contre les membres de l'Administration. Les accusations de prévarication, de corruption, étaient à la bouche de tous les orateurs et de tous les écrivains Jacksonistes, avant la réponse de M. Buchanan. Le coup porté par cet écrit, ne leur permettant plus de suivre la même marche qu'autrefois, ils cherchent à obtenir de la persuaision les effets que ne saurait plus produire la calomnie.

Cependant, la raison révoque leurs moyens; et c'est une espèce de pétition de principes que de les entendre vanter les talens et les vertus publiques de Jackson, comme motifs de l'élever à la présidence, quand ces vertus et ces talens lui sont justement contestés. Et ce n'est pas de dire qu'il les possède, pour nous persuader! Il faut encore nous les démontrer, et c'est précisément ce à quoi les faits s'opposent.

Nous ne rappellerons pas ceux dont la Louisiane eût été le théâtre, et qui lui ont été justement reprochés. Mais nous dirons qu'on ne saurait vanter l'élevation d'esprit et les nobles qualités d'un homme qui vient de se rendre coupable d'une calomnie. Et ce n'est pas sortir des bornes de la modération que de faire observer à quel point il est inconvenant de louer, dans Jackson, des vertus dont l'existence, était incompatible avec les vices artificieuses qui l'occupaient, lorsqu'il tramait le déshonneur des deux illustres membres du cabinet qu'a justifiés la déclaration de son propre main.

Dans une discussion de ce genre, dont le résultat peut être si funeste à nos institutions; il ne s'agit plus de conserver certains ménagemens qui tiendraient de la faiblesse. Il faut que la vérité soit mise en évidence; et puisque le malheur a voulu que le général Jackson se soit livré à des manœuvres indignes du caractère que ses partisans se plaisent à lui donner, nous sommes forcés de ne reconnaître en lui ni l'élevation d'esprit ni la noblesse de qualités pour lesquelles on lui prodigue les éloges. Et nous sommes loin de convenir que les ennemis mêmes de Jackson lui reconnaissent les vertus les plus élevées, et les plus nobles qualités, quand ces amis sont réduits au silence par la lumière qu'a jeté le témoignage de M. Buchanan, sur une intrigue machiavélique peu honorable pour le général.

C'est en vain que l'on voudrait aujourd'hui fascier les yeux des gens sensés sur le caractère de Jackson; il est, nous en convenons, l'idole d'un parti; et comme l'esprit de parti ne raisonne pas plus que le fanatisme; nous nous contenterons de plaindre l'obstination et l'emportement de ceux qui se laissent encore séduire par le prestige des exagérations; et qui ne veulent juger que d'après les panégyriques et non d'après les faits. Mais aussi nous ne cesserons d'inviter à réfléchir ceux que n'ont dupés, ni de faux exposés, ni des argumens fallacieux; et ce sera moins pour convertir les exaltés, que pour tâcher de fixer l'attention des gens impartiaux, que nous essayerons de combattre quelques assertions qui tendent à les jeter dans l'erreur.

Il n'est pas exact de dire que "Jackson l'emporte sur Adams par la rectitude de jugement, par des sentimens plus véritablement républicains, et par une connaissance plus intime des hommes et des choses."

La rectitude de jugement consiste à suivre une marche avouée par la raison, et dont les passions ne nous fassent jamais dévier. Elle exclut les intrigues et les cabales, dont les combinaisons sont pour la plupart livrées aux chances du hasard; elle n'est autre enfin que la faculté d'envisager les choses sous leur véritable point de vue, et d'en tirer des conséquences exactes. Or Jackson a sacrifié à la passion les lois de son pays, et l'honneur de la Louisiane; il a compromis le sien propre en permettant une accusation calomnieuse qu'il n'a pu soutenir; il a mis à découvert la violence de ses ressentimens, et il a fait entrevoir tout ce qu'on devait attendre de son despotisme! donc, quelles

que soient ses vues ultérieures, il a manqué de jugement en exposant ainsi son caractère à la censure du public.

Il n'est pas recommandable par son républicanisme; car nous le voyons, dans toutes les circonstances, laisser prédominer son despotisme; et ce que ses amis qualifient de caractère prompt et énergique, de fermeté inflexible de caractère, n'est en réalité qu'une violence redoutable, et qu'une opiniâtreté sans bornes. Or nous le disons avec une conviction qui résulte de faits nombreux, un tel homme n'est pas fait pour présider un cabinet d'hommes sages et prudents; il nous semble évident que si devenait président, il n'associerait à ses travaux, que des gens dévoués et soumis; et que dès lors nos institutions ne seraient républicaines que de nom puisque, de fait, Jackson dominerait le cabinet et l'armée. De plus il n'est pas homme à respecter le congrès, quand il a chassé ignominieusement une Législature d'Etat, et qu'il n'a pas craint de se présenter au capitole pour y punir des sénateurs qui l'osaient accuser de divers méfaits!

Il n'a pas une connaissance plus approfondie des hommes et des choses, puisqu'il a accusé les Louisianais de trahison et de connivence; puisqu'il leur a refusé, dans ses rapports officiels, le tribut d'éloges qu'il leur devait; puisqu'enfin on le voit appuyer tout l'échaffaudage de ses accusations sur le témoignage d'un homme qu'il avait cru assez faible pour ne pas l'oser démentir, et qui s'est trouvé assez honorable pour dire la vérité: D'ailleurs, peut-on convenir que M. Adams, qui a rendu d'éminens services à sa patrie, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, n'ait dû acquérir une connaissance bien plus profonde des choses et des hommes qu'il a été bien plus à portée d'étudier. Et ne nous a-t-il pas donné des résultats efficaces de ses talens, tandis que tous ceux qu'on suppose à Jackson pour le cabinet, ne gissent jusqu'ici que dans l'imagination de ses promoteurs. Nous ne nous arrêtons pas à considérer plus long-temps combien il est aisé de s'abuser par des mots, et combien il est plus sûr de consulter les faits. Nous nous bornerons à engager les amis de la patrie à comparer quels peuvent être les résultats de l'administration de chacun des deux concurrents à la présidence, d'après le caractère de chacun d'eux; et à se demander s'il n'y a pas moins de risque à continuer les services d'une administration habile et prudente, qu'à la renverser sans motifs, pour élever au fauteuil un homme bien moins capable, dénué de toute habitude des grandes affaires, et dont d'un caractère que ses amis eux-mêmes qualifient d'inflexible!

Nous avons reçu ces jours derniers, deux articles pour recommander MM. Derbigny et Thomas, comme candidats; nous les annonçons aujourd'hui, et on les trouvera parmi les avis. Les colonies de notre famille, sont ouvertes pour toute annonce de ce genre, quelque soit le candidat.

INTERIEUR.

NAVIGATIONS, 29 Oct. Incendie. — Le feu prit dans la nuit du 25 de ce mois dans une des bâtisses de cour du docteur Sibley. Heureusement que le tems était calme, et grâce à l'activité de quelques-uns de nos citoyens, le bâtiment principal fut préservé du ravage des flammes. On estime cependant que la perte du docteur se monte à un millier de piastres. Il est probable que si le vent eut soufflé du Nord-Est, nous aurions à déplorer un incendie tel que celui de 1823. [Gazette.]

Mrs. M. D. Anfour, J. J. Dozer et André Leblanc, sont annoncés, dans la Gazette de La Fourche, comme candidats à la place de sénateur, en remplacement de Mr. Thibodeaux.

Assemblée des Amis de l'Administration. A une nombreuse et respectable assemblée des Amis de l'Administration du Gouvernement Général des Etats-Unis, qui a eu lieu à la Maison de Cour à Donaldson, le 28 Octobre, conformément aux avis qui en avaient été donnés, l'assemblée ayant été appelée à l'ordre, et l'objet de la réunion ayant été expliquée:

Mr. F. M. Guyol fut appelé au fauteuil, Mr. L. L. Turgeau fut nommé vice-président, et le Dr. Tusson fut nommé secrétaire.

Après quoi, le préambule et les résolutions suivantes ayant été présentées par Mr. Bissett et lues par le secrétaire, elles furent adoptées unanimement comme suit: "Les habitans de la Paroisse Ascension, assemblés conformément à l'avis

public qui en a été donné aux Amis du Gouvernement des Etats Unis; et étant pénétrés qu'il est du devoir de tout bon citoyen de soutenir le Gouvernement contre l'intention de le changer sans nécessité, et n'importe comment; considérant que dans les mesures présentées en ce moment par le parti opposé à l'Administration, dont le Général Jackson est le chef ostensible et virtuel, des changements tels que ceux projetés entraînent les dangers les plus éminens pour la patrie; et, après avoir mûrement médité ce sujet, voulant manifester leur opinion et leur improbation à cet égard, sont convenus de souscrire les résolutions suivantes:

Résolu, Que nous considérons la présente administration du Gouvernement Général, d'après le système politique qu'elle a toujours suivi jusqu'à présent, et d'après les principes qu'elle a avoués comme étant ses guides, et auxquels elle s'est invariablement attachée, comme étant parfaitement calculée à conserver et défendre les intérêts les plus chers à la Nation Américaine, ainsi que ceux de la Louisiane, en particulier; ce que nous reconnaissons dans les mesures libérales qu'elle emploie, et dans la protection qu'elle offre à notre agriculture, à notre commerce encore dans l'enfance, et à nos manufactures; ainsi que dans la tendance qu'un tel encouragement à augmenter la population, la richesse et la prospérité de l'Etat.

Résolu, Que nous avons la plus grande confiance dans l'intégrité, dans les talens, et dans le patriotisme de notre premier magistrat JN. QUINCY ADAMS; que nous sommes satisfaits de sa conduite comme Président, quant au tems qu'il a rempli ce haut emploi; et que nous emploierons tous les moyens honorables pour assurer sa ré-élection.

Résolu, Que nous éprouvons les sentimens d'un profond respect pour le caractère, les services de notre Secrétaire d'Etat, HENRY CLAY; et que nous avons la plus grande confiance dans ses talens, dans son patriotisme et dans son intégrité politique.

Résolu, Que nous désapprouvons la conduite violente et impolitique du parti opposé à l'administration présente, en ce qu'elle est tendante à conjurer les plus grands maux sur l'Union; et que nous considérons les efforts que fait ce parti, comme n'étant point fondés sur de bons principes; et que nous ne cesserons pas de nous y opposer par tous les moyens qui seront en notre pouvoir.

Par d'autres résolutions, l'assemblée a établi des membres pour former un comité de correspondance, et d'autres pour préparer une adresse aux électeurs du 2d. district électoral, &c.

Nouvelles Politiques.

(Extrait d'une lettre de Rio-Janeiro.) "Je vous ai parlé dans ma dernière de la manière sabbat et inattendue avec laquelle on avait résolu ici de faire la paix, au moment même où le congrès venait de promettre des secours à l'empereur, et où toutes les provinces faisaient des adresses et des offres pour la continuation de la guerre. On avait déjà fait des dépenses considérables, on avait envoyé des ordres en Europe pour avoir de l'argent, des armes, des munitions, et on avait même eu recours aux émigrans d'Irlande; ou plutôt à tous les hommes capables de porter les armes.

"Au milieu de ces préparatifs, nous sommes très-étonnés de voir la guerre se terminer si promptement, et d'autant plus qu'on savait que l'empereur devait commander l'armée en personne pendant la campagne prochaine, qui aurait commencé aussitôt après les pluies; mais il était arrivé un envoyé de Buénos-Ayres pour demander la paix. Dans tout autre moment, les circonstances qui accompagnaient sa demande auraient fait rejeter avec dédain toutes les ouvertures; mais l'empereur avait l'esprit vivement préoccupé, et il accepta les offres de Buénos-Ayres: le traité fut signé et renvoyé pour être ratifié.

"C'est alors qu'on connut le secret de l'empereur: il avait reçu de fâcheuses nouvelles de Lisbonne, et il voyait périr la constitution s'il ne volait pas à son secours. Débarrassé de la guerre contre Buénos-Ayres, il sonda les principaux personnages de sa capitale sur son voyage en Europe, et afin de le rendre moins désagréable à ses sujets, il donna à entendre que ce voyage avait deux buts: le premier de sauver la charte, et le second d'amener une nouvelle impératrice au Brésil. Effectivement on avait déjà entamé des négociations avec le roi de Bavière pour obtenir une de ses filles, et on dit que le portrait de celle qui a été choisie est déjà au palais.

Tel était l'état des choses; on faisait de grands préparatifs de départ, et on attendait que la ratification du traité de paix, lorsqu'un brick portugais entra dans le port avec des dépêches de Lisbonne, le port avec des dépêches de Lisbonne, le port annonçait la mort de la princesse régente. Tel fut au moins le bruit qu'on fit courir, et il se répandit dans la ville la plus grande confusion. On sut plus tard que la princesse n'était pas morte, mais qu'avant le départ du brick on lui avait administré l'extrême-onction, et que son rétablissement était regardé comme impossible; on fit circuler les lettres et les journaux de Lisbonne, qui ne contenaient alors que des bulletins désespérans.

Cet événement était fâcheux pour l'empereur qui aime tendrement sa sœur et le Portugal; aussi, dit-on, qu'il versa des larmes amères; mais revenu à lui, il résolut de changer tous ses plans, de couper le mal à la racine, de réunir tous les partis, d'empêcher de nouvelles intrigues, et de montrer en même tems aux Brésiliens qu'il savait tenir sa foi envers eux. Il ordonna en conséquence de suspendre les préparatifs de son voyage, et résolut de nommer son frère régent de Portugal, en cas de mort ou de maladie de l'enfant, ou qu'elle désirât quitter les rênes de la régence. Elle a déjà depuis long-tems manifesté le désir d'abandonner ses fonctions, de sorte que, morte ou vivante, vous verrez l'enfant don Miguel régent de Portugal. La seule condition qu'on lui impose est de s'engager à soutenir la charte constitutionnelle telle qu'elle a été accordée par l'empereur, ou telle qu'elle pourra être modifiée plus tard par les cortès."

Madrid, 28 août. — Un décret royal du 19 de ce mois, ordonne à l'intendant militaire de la division de Catalogne, de prendre de l'argent pour les besoins de ladite division dans toutes les caisses où il y en aura, civiles, militaires ou ecclésiastiques, et prononce la peine de mort contre quiconque refuserait de donner cet argent ou s'opposerait à ce qu'il servit aux besoins de ladite division, attendu que ce serait en entraver la marche ou les opérations, ce qui, dans les circonstances présentes, constituerait le crime de lèse-majesté et de trahison envers le roi et la patrie.

Le ministre de la guerre vient d'annoncer à M. le capitaine-général marquis de Campo-Sogrado, que le 26 du courant il aura en Catalogne, à sa disposition, 10,000 hommes de meilleures troupes de l'armée, infanterie, cavalerie et artillerie.

Les régimens envoyés dans cette province, sont les 1er, 3e et 5e de ligne, 2e, 4e et 5e d'infanterie légère, avec deux bataillons du 7e et du 20e de ligne; en tout, vingt bataillons. Cavalerie, Santiago; 3e et 5e. cavalerie légère Extramadure et Vittoria; en tout, trois régimens composant douze escadrons. Le gouvernement espère que cette force sera suffisante pour ramener la tranquillité en Catalogne.

Il est certain que des troupes envoyées par le gouvernement, sont déjà arrivées en Catalogne. Tantôt la prétendue régence, tantôt la junte centrale, envoient des nominations, des croix, des grades, des diplômes, &c., le tout au nom du roi Ferdinand, esclave, dit-on, de la police, et qui croirait-on? des libéraux. Ces brevets, ces grades, ces nominations séduisent les malheureux qui les reçoivent et qui sont toujours les plus aisés du pays, et ils se font engager à entrer dans l'insurrection; mais une fois qu'ils y sont, il faut bien qu'ils y restent. La plupart, qui reçoivent leurs nominations, veulent prendre de suite possession de leurs emplois, on en chasse les véritables fonctionnaires. De là des rixes, du défordre, des combats et la suspension totale de l'action administrative, judiciaire, militaire et financière.

On ne parle plus de Charles V en Catalogne; ce ne sont plus que les cris de "vive le roi absolu! A bas la police, et vive l'inquisition!" Les volontaires royalistes, ecclésiastiques et autres, qui ont voulu opposer le peuple contre M. Rocho, au moment du départ de ce magistrat, viennent d'être mis en jugement.

Francfort, 6 Sept. (Correspondance Particulière.) Voici un résumé des dernières nouvelles que nous recevons du nord: "L'empereur Nicolas, accompagné du baron Diebitch, chef de l'état-major des armées russes, est arrivé à Veliki, chef-lieu du gouvernement de Nowogorod. Toutes les dispositions avaient été prises pour que les soldats qui composent les colonies militaires soient en grande tenue pour la revue que doit en passer S. M. I.